



Les Français et les drogues : perceptions, opinions et attitudes 1988 - 1998

L'analyse des mesures de perceptions et d'opinions en population générale est à considérer comme un outil d'aide à la décision. Le suivi de leurs évolutions contribue à l'évaluation des politiques entreprises ou des campagnes menées. Il peut également aider à la conception de messages de prévention adaptés.

Une trentaine d'enquêtes portant au moins en partie sur le thème de la drogue et de la toxicomanie ont été menées en France entre 1988 et 1998. La plupart d'entre elles ont été commandées soit par le Comité Français d'Education pour la Santé (CFES) pour préparer ou mesurer l'impact de campagnes de prévention, soit par des organes de presse désireux d'observer ponctuellement l'état de l'opinion. Compte tenu de la multiplicité des questions posées aux Français dans ces différentes enquêtes, il a semblé opportun de les regrouper en deux grandes catégories, d'une part leur perception du phénomène (types de représentations des différentes substances et des usagers, niveau des sentiments de proximité et de tolérance), d'autre part leur opinion en matière de réponses à apporter (information et prévention, répression, dépénalisation de l'usage). Quand bien même les éléments qui se dégagent de ces enquêtes seraient parfois contradictoires et souvent difficilement comparables (différences de contexte, de protocole, de type d'échantillonnage et du fait de l'évolution des problématiques dans le temps), ils permettent à tout le moins de recueillir une importante somme d'informations.

Comment les français perçoivent-ils le phénomène ?

■ Substances

Les substances licites sont de plus en plus considérées comme des drogues, au même titre que les produits illicites. La perception des substances en tant que drogues permet d'établir une hiérarchie des fréquences de citation au sein de laquelle l'alcool, le tabac (de plus en plus) et certains médica-

ments (tranquillisants) apparaissent en bonne place derrière les opiacés, la cocaïne et le cannabis, mais devant les amphétamines et les produits à inhaler. Cette hiérarchie, bâtie sur une liste préétablie, se trouve quelque peu modifiée en fonction du mode d'interrogation. Ainsi les médicaments psychotropes, qui ne sont cités spontanément parmi les drogues que par 3% des Français, sont-ils choisis par 77% d'entre eux lorsqu'on leur propose explicitement cette modalité de réponse.

Concernant la connaissance des produits, si la notoriété du crack et de l'ecstasy augmente de façon très significative au cours des années 90, ils restent cependant relativement mal connus par rapport aux autres produits illicites en 95. **14% des personnes interrogées en 97 déclarent ne connaître aucune drogue, ce qui représente un taux important** alors que, dans la même enquête, seules 7% d'entre elles n'ont pas d'opinion lorsqu'on leur demande si un fumeur occasionnel de cannabis est un toxicomane.

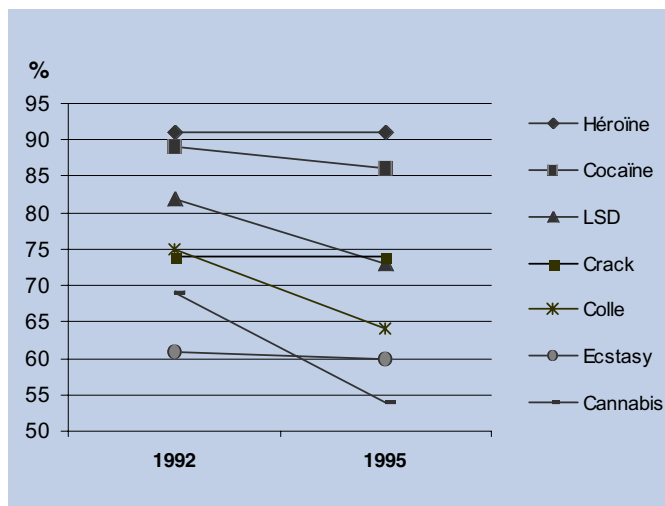
Si l'ensemble des produits illicites reste perçu comme dangereux, la perception du danger s'atténue entre 92 et 95 pour certains produits, principalement le cannabis (de 69% à 54%). Néanmoins, l'héroïne, le crack, l'ecstasy et, dans une moindre mesure, la cocaïne restent stables en terme de dangerosité perçue. Une autre question montre que 85% des Français considèrent que certains médicaments sont aussi dangereux que les drogues les plus dures.

Le pourcentage d'individus estimant que la consommation de cannabis n'est pas très grave pour la santé augmente également entre 90 et 96, mais reste minoritaire (38%). La différenciation entre le cannabis et les autres produits illicites apparaît donc de plus en plus marquée en terme de dangerosité, dès lors que 92% des Français considèrent la drogue comme un danger très grave en 96.

Chez les jeunes, la façon dont est identifiée une substance relève davantage de la perception des risques liés à son usage, que de l'existence d'un éventuel interdit à ce niveau. A cet égard, les enquêtes de suivi épi-

démiologiques sur les conduites toxicophiles dans les centres de sélection des armées ont constitué un excellent point de vue sur les jeunes appelés jusqu'en 1996. Si pour l'héroïne et la cocaïne une grande majorité des répondants estiment que le danger et les risques de dépendances sont réels, on constate que 25% d'entre eux ne sont pas de cet avis en ce qui concerne le cannabis et 20% pour l'ecstasy.

Eurobaromètres 92 et 95 (réponses des Français) : " Parmi les drogues suivantes, quelles sont, selon vous, celles qui sont dangereuses ? " (plusieurs réponses possibles)



D'une manière générale, le **risque de dépendance** est perçu par une grande majorité des Français : en 91, 83% approuvent cette opinion et en 93, 77% pensent que la drogue est quelque chose dont on ne peut plus se passer quant on a commencé à en prendre. Une enquête de 96 révèle toutefois que 79% des individus pensent qu'il est toujours possible de sortir de la toxicomanie.

Si les Français favorables à la **distinction entre "drogues dures" et "drogues douces"** sont en légère augmentation au cours des années 90, celle-ci n'est pas vraiment significative. On constate surtout qu'une **assez nette majorité y est toujours hostile** (64% en 93, 61% en 97).

■ Usages et usagers

L'abus de drogue est souvent cité en tête des dangers pour les jeunes, y compris dans les enquêtes qui ne sont pas centrées sur ce thème. Parmi les causes pouvant conduire un jeune à se droguer et les facteurs de vulnérabilité perçus, la recherche d'un bien-être absent (échecs scolaires ou professionnels, problèmes divers, fuite de la réalité...) citée par une majorité des répondants devance très nettement l'effet d'entraînement (18%). L'idée de transgression, qui pourrait être avancée comme facteur incitatif, est très peu citée (2%). La notion de plaisir, apparaissant en 97 pour la première fois dans une enquête, est invoquée par 7% des interrogés. Au début de la décennie, la légitimité de l'expérimentation des drogues était très contestée (le refus de cette idée croissant de 80 à 90% entre 90 et 92).

L'idée d'escalade du cannabis vers les drogues plus

" dures " semblait fortement ancrée dans l'opinion publique en 1992, même s'il existait sur cette question une différenciation très forte entre les consommateurs de cannabis et les non-consommateurs (qui respectivement acceptaient et rejetaient l'idée à 80% environ). Cette question n'a été posée dans aucune enquête depuis.

Entre 90 et 96, les toxicomanes sont considérés comme des malades par une très grande majorité, mais cela n'empêche pas 6 personnes sur 10, dans le milieu des années 90, de les trouver " agressifs et dangereux ". On constate toutefois dans certaines enquêtes que, dès lors que le protocole ne les oppose pas de fait, les deux notions de malade et de délinquant peuvent coexister. **Le clivage classique entre malade et délinquant ne reflète pas de manière suffisamment précise la perception des toxicomanes que peut avoir le public.** De plus, lorsque le répondant dispose d'une modalité supplémentaire lui permettant de caractériser la toxicomanie comme une fuite, l'opinion qui tend à faire du toxicomane un malade perd de son caractère immuable. Ainsi, on voit que ces avis peuvent évoluer en fonction des modalités de réponse proposées.

Les fumeurs occasionnels de cannabis ne sont considérés comme des toxicomanes que par une minorité. En 97, seuls 29% des répondants considèrent que quelqu'un qui fume un joint par plaisir de temps en temps est un toxicomane. L'idée selon laquelle les toxicomanes sont responsables de ce qui leur arrive est partagée par moins de la moitié des Français en 95, tendance en légère baisse depuis 92. Cet item, comme de nombreux autres, pose le problème de la définition du terme. En effet, comment un individu souhaitant distinguer les toxicodépendants aux opiacés des usagers réguliers de cannabis peut-il se situer sur cette question ?

Globalement, il apparaît que les personnes ayant un niveau d'études supérieur, les habitants des zones plutôt urbanisées et les femmes ont les opinions et les **attitudes les plus tolérantes** vis à vis de l'usage de drogues. On retrouve également dans cette catégorie les personnes ayant eu des contacts avec la drogue et en particulier les consommateurs. Ces tendances se confirment au cours des années 90. Cependant, en ce qui concerne les jeunes, si cette idée de tolérance apparaît dans certaines enquêtes, elle n'est pas toujours systématique.

■ Proximité

Un accroissement des sentiments de proximité avec les usagers de drogues a pu être observé dans la population au cours des années 90. On peut penser que cela est dû pour une large part, en particulier chez les jeunes, à la banalisation de l'usage du cannabis évoquée dans le baromètre santé jeunes 97. Environ 70 % des répondants estiment qu'il est facile de se procurer de la drogue, alors que dans le même temps entre 32 et 60 % des individus (selon les enquêtes et les tranches d'âge) sont repérés comme connaissant au moins une personne qui a déjà pris de la drogue. 77 % des Français considèrent que l'on voit de plus en plus de toxicomanes en France. Ce type de question pose toutefois un problème de définition du terme "toxicomane". En outre, il convient de remarquer que 81% des individus qui n'ont jamais été au contact d'une drogue ressentent ce sentiment de progression contre 65 % de ceux qui en ont déjà été au contact.

Comment les français regardent-ils les réponses apportées ?

■ Prévention et soins

Qui pourrait, selon les Français, contribuer le plus aux actions de prévention? Deux enquêtes réalisées en 1996 et 1998 donnent les réponses suivantes à cette question:

	96 (IFOP-CFES)	98 (IFOP-Santé Magazine)
Famille	45 %	45 %
Milieu scolaire	13 %	21 %
Journalistes, médias	8 %	12 %
Médecins	13 %	9 %
Police	4 %	6 %
Association	11 %	6 %
Elus	5 %	choix non proposé

Les défauts de cette question sont de ne pas définir le niveau de prévention auquel il est fait allusion et de ne pas proposer au répondant d'établir une hiérarchie des différentes réponses. Elle permet néanmoins de constater que **le rôle de la famille reste primordial**. D'autres enquêtes montrent que celle-ci a pris une importance croissante entre 88 et 97, en tant que lieu de dialogue notamment. A noter également, la place plus importante occupée par les médias en 1998, et celle du milieu scolaire en tant que lieu de prévention privilégié.

En terme de communication, d'après les personnes interrogées, la notion d'information (que l'on peut aller chercher auprès du système sanitaire et social, et en particulier du médecin) apparaît bien distincte de celle de prévention (qui doit venir de la famille et, dans une moindre mesure, de l'école). La télévision représente elle aussi, mais d'une manière moins manifeste, un recours envisageable.

Les actions de prévention perçues comme les plus efficaces allient la possibilité de mettre en place un dialogue à une certaine dimension de proximité (politiques locales). Il convient notamment de remarquer que 90 % des Français s'accordent sur l'efficacité du renfort des actions de prévention dans les établissements scolaires. Ces chiffres tendent à confirmer la part importante laissée à la prévention au sein de l'opinion publique. Cependant, en 92, un tiers des français environ estime que " parler de la drogue éveille la curiosité " à leur égard.

Parmi les mesures plébiscitées, à l'instar des actions de prévention primaire, se situent l'obligation de soin et l'accès aux meilleurs traitements médicaux pour les toxicomanes.

Le recours à des traitements par des médicaments de substitution à l'héroïne est jugé efficace par environ 70% des Français en 96 et 97. Sans recueillir le même assentiment populaire, les programmes de distribution médicalement contrôlée de l'héroïne ainsi que l'usage thérapeutique du cannabis se situent tout de même à des niveaux d'adhésion assez élevés (39% pour le premier, et 55% pour le second).

Concernant l'attitude face à un enfant qui se drogue, le recours au dialogue est une valeur stable dans le temps. Si c'est l'enfant lui-même qui fait la démarche d'informer ses parents, le dialogue remporte même 88% des suffrages.

En 96, on peut mesurer que les bonnes dispositions

des Français concernant un engagement personnel en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies (68% sont prêts à participer à des séances d'information sur ce thème) diminuent lorsque l'action proposée se rapproche des usagers (59% accepteraient de participer régulièrement à des groupes d'entraide, 56% de consacrer bénévolement deux heures par semaine pour aider une association).

■ Répression

Dans toutes les enquêtes, la répression à l'égard des revendeurs et des trafiquants recueille une forte approbation (82% y sont favorables en 96 et 94% en 97).

Les mesures coercitives à l'encontre des usagers sont jugées moins efficaces par le public que les actions d'information et de prévention (autour de 50% sont favorables au renforcement des actions policières), surtout lorsque la proposition est trop catégorique (93% rejettent l'idée selon laquelle " la seule solution, c'est de mettre tous les toxicomanes en prison " et seuls 6% pensent qu'emprisonner un toxicomane lui permettra d'arrêter définitivement la drogue).

Les analyses d'urine sont une mesure perçue comme légitime par une majorité si elles doivent être pratiquées par la police, par un tiers environ des répondants si c'est par l'employeur, et un quart dans le cadre d'une embauche.

En terme de peine, l'idée majoritaire qui semble se dégager serait qu'il **faut engager des poursuites et des peines légales contre les consommateurs** d'héroïne et de cocaïne (85% d'accord), de cannabis (~70%) ou d'alcool (~50%). Cependant, cette notion peut être remise en cause lorsque les termes employés dans la proposition diffèrent, les trois quarts des répondants **n'étant pas d'accord avec l'idée que les toxicomanes doivent être punis**.

■ Statut juridique du cannabis

Dans le débat sur le statut juridique du cannabis, on note entre 93 et 97 une baisse de 69% à 64% des avis favorables à la pénalisation de son usage, et une légère hausse de la proportion d'individus favorables à la distinction entre les " drogues dures " et les " drogues douces " est observable. L'acceptation de **l'idée de mise en vente libre du cannabis reste minoritaire** face à l'opinion qui la considère comme une incitation à la consommation. Cette éventualité a néanmoins peu à peu perdu le **statut marginal qu'elle avait au début des années 90** (32% en 98 contre 10% en 92).

Conclusion

L'observation des perceptions en matière de toxicomanie est rendue complexe par le caractère mouvant des phénomènes d'usage au sein de la société, des connaissances sur les différents produits en jeu et des attitudes de la population à leur égard. L'interprétation des tendances que l'on peut faire s'avère très difficile du fait des nombreuses nuances méthodologiques rencontrées au fil des enquêtes. Néanmoins, cette observation se révèle nécessaire par rapport aux orientations de la politique

publique actuelle qui tendent vers un système visant à ce que les individus n'aient pas une représentation unique en terme de drogue d'une part - qu'ils soient capables de différencier les produits entre eux - et de comportement d'autre part - qu'ils sachent distinguer expérimentation, usage et abus.

Il est donc nécessaire de recourir à un dispositif d'observation pérenne et reflétant les problématiques conjoncturelles, mais reprenant chaque année un important noyau de questions identiques qu'on puisse comparer de façon à en tirer des conclusions fiables en terme de tendances. Le questionnement doit en outre être plus précis (il apparaît ainsi essentiel de distinguer les substances envisagées en n'utilisant pas le terme générique de drogue) tout en restant univoque et compréhensible du public hétéroclite répondant aux enquêtes.

Ce " tableau de bord " des perceptions et opinions des Français en matière de toxicomanie doit ainsi à la fois être pertinent par rapport aux orientations et permettre de rendre compte des évolutions des perceptions et d'en décrire les diversités pour construire des actions d'information et de prévention.

François BECK ■

► Pour en savoir plus

(vous pouvez commander cet ouvrage auprès de la documentation de l'OFDT)

- Perceptions, opinions, attitudes et connaissances de la population française en matière de toxicomanie : Etat des lieux et étude des évolutions depuis la fin des années 80, BECK F. OFDT, septembre 1998

► Repères méthodologiques

Le suivi des tendances par l'analyse simultanée des différentes études est rendu difficile par de nombreux facteurs :

- ◆ Différences de contexte (chaque enquête a un esprit particulier, il est parfois délicat d'isoler des items)
- ◆ Problématiques évoluant avec le temps (nouvelles substances, nouvelles tendances - distribution contrôlée d'héroïne, usage thérapeutique de cannabis -, tendances revenant de manière récurrente - dépénalisation, sevrage...)
- ◆ Différences de protocole (mode de collecte, tranche d'âge interrogée, formulation, questions incluses dans des enquêtes préexistantes au contexte plus large - " omnibus " - ou mise en œuvre d'une enquête *ad hoc*...)
- ◆ Types d'échantillonnage (aléatoire, par quotas, par grappe en milieu scolaire...)

Lorsque la méthodologie de deux enquêtes rend leurs résultats comparables dans des conditions suffisamment acceptables, l'écart constaté sur une même question est jugé significatif s'il est supérieur à une valeur seuil, calculée en tenant compte de la taille des deux échantillons. Il a été convenu d'approximer les intervalles de confiance pour les différents taux étudiés suivant une hypothèse de normalité, pour un risque d'erreur de première espèce (risque de se tromper en concluant qu'il y a une évolution significative) $\alpha = 0,05$ au maximum.

Dans les cas où la méthodologie ne permet pas une comparaison raisonnable, une mise en évidence des facteurs introduisant des confusions est effectuée, et des conclusions sur les choix méthodologiques à effectuer pour de futures enquêtes peuvent parfois être dégagées.

Enquête	Année	Taille	Méthode	Collecte	Age
« Drogue : la vérité des chiffres » (Louis Harris – Le Parisien)	86	1.000	Quotas	Face à face	15 et +
« Prévention en matière de Toxicomanie » (SOFRES – Grande Ecoute)	88	1.000	Quotas	Face à face	18 et +
« Conditions de vie et Aspirations des Français » (CREDOC)	88	2.000	Quotas	Face à face	18 et +
« Les Européens et la drogue » (TMO - Eurobaromètre – Commission Européenne)	89	~1.000	Aléatoire	Face à face	15 et +
	90	~1.000	Aléatoire	Face à face	15 et +
	92	~1.000	Aléatoire	Face à face	15 et +
	95	1.002	Aléatoire	Face à face	15 et +
« L'attitude des Français vis-à-vis de la drogue » (IFOP – CFES)	90	1.004	Quotas	Face à face	déc-50
	91	1.028	Quotas	Face à face	déc-50
	92	1.009	Quotas	Face à face	déc-50
« La consommation de haschisch parmi les 12-44 ans » (SOFRES – Grande Ecoute)	92	1.167	Quotas	Face à face	déc-44
« Baromètre santé – adultes » (CFES)	92	2.099	Aléatoire	Téléphone	18-75
	93/94	1.950	Aléatoire	Téléphone	18-75
	95/96	1.993	Aléatoire	Téléphone	18-75
« Baromètre santé – jeunes » (CFES)	94	4.004	Scolaire	Autoadmin.	nov-15
	97	4.115	Aléatoire	Téléphone	déc-19
« Les Français et les drogues douces » (IFOP – Globe Hebdo)	93	1.005	Quotas	Téléphone	15 et +
« Qu'est ce que la drogue aujourd'hui ? » (IFOP-CFES)	93	1.001	Quotas	Téléphone	15 et +
« Enquête KABP ¹ face à l'infection du virus du SIDA » (BVA - ORS Ile de France)	94	1.500*	Aléatoire	Téléphone	18-69
« Post-test de la campagne de prévention contre la drogue » (IOD – CFES)	94	600	Quotas	Téléphone	15-50
« Comportement des Français face au tabagisme et à la santé » (Démoscopie – CFES)	95	1.000	Quotas	Face à face	18-75
« Suivi épidémiologique des conduites d'appétence pour les toxiques en centre de sélection » (Service de Santé des Armées)	96	2.698	Aléatoire	Face à face	18-23
« Les français et la drogue en 1996 » (IFOP – CFES)	96	1.005	Quotas	Téléphone	15-50
« Les français et le débat sur les drogues douces » (IFOP – l'Evènement du jeudi)	97	925	Quotas	Téléphone	15 et +
« Prévention et usage de drogue » (Publimétrie – Grande Ecoute)	97	1.002	Quotas	Téléphone	15 et +
« L'attitude des Français vis-à-vis de la drogue » (IFOP – Le Quotidien du Médecin)	97	1.000	Quotas	Téléphone	15 et +
« Enquête sur les conduites déviantes des lycéens » (CNRS, CADIS – OFDT)	97	9.919	Scolaire	Autoadmin.	15-20
« Drogue, sondage exclusif » (IFOP – Santé Magazine)	98	1.001	Quotas	Téléphone	15 et +
« Les représentations sur la société et ses institutions » (Jeunes en Questions)	98	1.062	Quotas	Voie postale	15-29

¹ Knowledge, Attitudes, Beliefs and Practice

* Les questions concernant la toxicomanie n'ont été posées qu'à un échantillon des régions PACA et Ile de France (environ 2 000 individus) et pas au reste de la France

An English version of this publication will be available soon on web at : <http://www.ofdt.fr/anglais/ofdt/etureclindex.html>

Vous pouvez consulter cette publication sur internet à cette adresse : <http://www.ofdt.fr/français/ofdt/etureclindex.html>

Tendances

Directeur de la publication : Jean-Michel Costes ■ Comité de rédaction : Roger Henrion, Claude Faugeron, Pierre Kopp, France Lert, Thomas Rouault, Marc Valleur ■ Rédaction : François Beck, Thierry Delprat, Carine Mutatayi, Christophe Palle, Alice Sarradet, Abdalla Toufik ■ Secrétariat de rédaction : Thierry Delprat ■ Maquette et mise en page : Frédérique Million ■ Documentation : Anne de l'Eprevier ■ Impression : ChronoCopy - 23 rue Lamartine -75 009-Paris ■



Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies